État du système audio-visuel belge

Charles François

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/3001>

DOI : 10.4000/edc.3001

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1987

Pagination : 27-35

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Charles François, « État du système audio-visuel belge », *Études de communication* [En ligne], 8 | 1987, mis en ligne le 26 février 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/3001> ; DOI : 10.4000/edc.3001

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

État du système audio-visuel belge

Charles François

Belgique. Déréglementation. Local.

- 1 Le programme du colloque prévoit un exposé sur l'état actuel de la réglementation/déréglementation de l'audio-visuel dans les différents pays représentés ici, et parmi eux la Belgique donc, pour la partie qui intéresse CANAL EMPLOI.
- 2 Alors, avant de débiter mon exposé je voudrais bien dire deux choses.
- 3 Tout d'abord, en ce qui concerne notre situation de télévision éducative, pour nous l'état présent du système réglementation/déréglementation est tel qu'il faut bien dire que plus grand-chose ne fonctionne. En effet, les activités sont assurées aux trois-quarts dans notre institution par des contrats temporaires que l'on appelle chez nous C.S.T. (Cadres Spéciaux Temporaires). Ces contrats sont arrivés à expiration avant les vacances d'été, et contrairement à ce qui se passe habituellement, ils n'ont toujours pas été renouvelés. Depuis deux, trois ans, nous sommes maintenant habitués à diverses tergiversations du pouvoir politique lors du renouvellement de ces contrats, mais cette année, il faut bien le dire, cela atteint une lenteur jusqu'à présent inégalée, et tout à fait inquiétante.
- 4 Donc il reste un quart des effectifs dans l'institution pour organiser la rentrée de septembre, qui s'annonce évidemment très problématique. C'est un peu la raison pour laquelle je n'ai pas pu préparer cet exposé comme je l'aurais voulu, étant donné que je suis l'un de ceux qui restent et qui doivent assurer une plus grande partie de travail. Je vous demanderai ainsi de bien vouloir m'excuser du caractère un peu improvisé de cet exposé, mais peut-être que d'une certaine manière cela ne sera pas plus mal : j'essayerai de faire quelque chose de bref, et je répondrai ensuite aux questions que vous voudrez poser.
- 5 D'autre part, sur le contenu général de l'exposé, j'aimerais bien ne pas m'en tenir seulement à l'état du système audio-visuel général en Belgique, mais présenter un peu CANAL EMPLOI aussi. C'est l'institution dans laquelle nous travaillons, qui fonctionne

maintenant depuis 7 -8 ans et qui produit des émissions de télévision éducative - nous avons encore cette chance-là, enfin nous l'avons eue en tout cas jusqu'à présent.

- 6 Donc, dans la perspective de l'exposé de mes collègues, je pense qu'il ne serait pas inutile tantôt de dire un mot de cette institution, après avoir parlé du système audio-visuel belge.
- 7 Je commence maintenant par le panorama de la télévision en Belgique, disons de son état actuel ici à la rentrée.
- 8 La Belgique, c'est 2 800 000 foyers raccordés au câble, et pouvant recevoir actuellement jusqu'à vingt chaînes de télévision, des chaînes en provenance d'un peu partout, de Belgique bien entendu, mais aussi d'Allemagne, de Hollande, d'Italie, d'Angleterre, de France, de même que des satellites, comme Music Box par exemple, et Sky Channel.
- 9 Le Service Public chez nous est partagé entre la partie francophone du pays, et la partie néerlandophone. Il y a donc la RTBF d'un côté, que, je pense, vous pouvez capter ici, et la BRT pour la partie néerlandophone. La RTBF s'est associée en plus de ses deux chaînes TV au projet satellite TV5 qui regroupe la Belgique, la Suisse et les trois chaînes françaises. Je ne sais pas si vous pouvez recevoir cela ici. Chez nous, ces programmes sont directement relayés via le satellite par le câble et, par conséquent, sont aisément disponibles.
- 10 Du point de vue de l'organisation du financement du Service Public, disons que la redevance est perçue par les services de la RTT (Régie des Télégraphes et des Téléphones) qui, après soustraction d'une somme inhérente à ses frais de perception, verse l'argent restant à l'État. Et l'État, lui, garde une grande partie, et verse seulement 41 % de cette somme restante aux trois Communautés de Belgique : francophone, néerlandophone, et germanophone aussi, car nous avons une petite communauté germanophone qui commence également à avoir des revendications disons culturelles particulières, mais enfin, pour l'instant, c'est encore limité !
- 11 Alors, sur ce paquet de redevance transmis par la RTT à l'État, il y a à peu près deux milliards de francs belges (c'est-à-dire trois cents millions de francs français) qui vont à la Communauté Française et trois milliards et demi à la Communauté Néerlandophone, et cet argent est alors ristourné par chaque communauté à son organisme de radio-diffusion sous forme de subvention. Le montant de cette subvention est fixé chaque année par la Communauté, donc par la Communauté francophone en ce qui concerne la RTBF, et néerlandophone en ce qui concerne la BRT. Pour la RTBF, cela donne par exemple pour le budget d'une année cinq milliards de subvention, non excusez-moi, cinq milliards de budget plus exactement, dont quatre milliards et demi de subvention. Mais dans ces quatre milliards et demi de subvention, il y a à peine deux milliards qui proviennent de la redevance, c'est-à-dire 40 % de la subvention, le reste est prélevé sur le budget global de la Communauté Française et, disons augmenté un peu des recettes propres du genre publicité non commerciale qui existe chez nous depuis un an ou deux.
- 12 Ni la RTBF, ni la BRT ne bénéficient de la publicité commerciale pour l'instant. Elles peuvent cependant émettre des messages d'intérêts généraux qui alimentent en partie ce petit supplément de subvention par la publicité non commerciale.
- 13 Voilà pour les chaînes de Service Public, c'est-à-dire ce qui a existé, ce que l'on appelait « le monopole du Service Public » chez nous jusqu'à il y a très peu de temps.
- 14 Disons que le passage tel qu'il se présente aujourd'hui est notablement changé, notamment parce que les chaînes privées vont apparaître. RTL bien entendu était déjà présent depuis le début des années 70 - je vais y revenir - mais cette année, un nouveau

décret, inspiré par la pression néo-libérale, entrera probablement en vigueur d'ici la fin de l'automne.

- 15 Donc, pour les autres chaînes - autres chaînes par rapport au Service Public, je veux dire - il y a les chaînes privées, entre autres, et les télévisions locales et communautaires.
- 16 Pour les chaînes privées, il y a RTL qui émet depuis le Luxembourg et est, de fait, une télévision privée en Belgique depuis 1970. RTL, comme vous le savez, fait partie du groupe financier C.L.T., la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion, dont la majorité des studios se trouvent au Luxembourg mais qui possède maintenant un studio à Bruxelles, TV Team, et depuis peu, je pense, un studio TV à Paris.
- 17 Alors, le nouveau décret qui est en voie d'adoption, dans la Communauté Française de Belgique va officialiser l'existence d'une télévision privée sur le territoire francophone. Jusqu'à présent, RTL n'était qu'une télévision « étrangère », relayée par le câble au même titre que n'importe quelle autre télévision étrangère française, hollandaise, allemande, ...
- 18 Maintenant, il y aura officiellement rupture du monopole de Service Public, mais en plus, et ce qui est un changement radical, il y aura une reconnaissance du monopole des ressources publicitaires pour la télévision indépendante qui existera à côté de celle de Service Public, et qui, en l'occurrence, sera très probablement RTL bien sûr, qui est candidate et qui a le grand avantage d'être installée sur le terrain depuis maintenant une quinzaine d'années. Il lui suffira de transformer le sigle RTL en TVI qui est le sigle qui regroupera Audio-Presse, c'est-à-dire les éditeurs de journaux de la presse francophone pour 34 %, la C.L.T. pour 33 % et TV Team pour 33 %.
- 19 En fait de chaîne privée, il y a bien entendu un autre candidat possible qui s'est annoncé, c'est Berlusconi qui, lui, prévoit une société commerciale belge dont 50 % seraient détenus par des hebdomadaires regroupés dans une société appelée « Plurimédia », et 50 % par une société appelée « Videoproduction », constituée de capitaux belges dont je ne connais pas très bien l'origine.
- 20 Quoiqu'il en soit, les jeux sont quasiment faits d'avance, on sait très bien que c'est la C.L.T. qui emportera le morceau parce que politiquement c'est elle qui a les connexions les plus évidentes avec le pouvoir libéral belge et, d'autre part, elle a l'avantage comme je l'ai dit tantôt d'être installée sur le terrain depuis quinze ans.
- 21 En Flandre, le nouveau décret permettra également le lancement d'une télévision privée, mais qui n'existe pas pour l'instant. Dans un certain sens on peut donc dire que le nouveau décret, pour la partie francophone du pays, va plutôt régulariser un état de fait qui était illégal, à la limite, mais enfin qui existait, c'est-à-dire Service Public, plus télévision privée camouflée (RTL), plus télévisions communautaires. En Flandre, il n'y a que la BRT, il n'y a pas d'équivalent de RTL, et il n'y a pas de télévision locale. Le nouveau décret permettra donc à la Flandre la création d'une télévision privée, création qui s'avère toutefois un peu plus problématique que dans la partie francophone du pays où là, effectivement, RTL est bien installée, et sans rival. En Flandre, il y a deux groupes qui s'affrontent et, jusqu'à présent, il est impossible de dire qui va l'emporter. Il y a VMM qui représente 85 % de la presse flamande et qui dispose d'un capital de base de sept cent cinquante millions de francs belges et OTV qui représente le restant de la presse flamande et qui a, pour le moment semble-t-il, une attitude un peu attentiste mais enfin qui est candidate depuis plus d'un an, si pas deux. L'affrontement, là, se situe un peu comme chez nous en partie francophone, entre des groupes audio-visuels s'alliant d'un côté avec la presse périodique, et de l'autre côté avec la presse quotidienne. En tout cas en Flandre le

clivage est très net. Pour la partie francophone du pays, RTL a choisi de s'allier avec la presse quotidienne, raison pour laquelle Berlusconi sans doute s'orientera vers la presse périodique.

- 22 Alors, mises à part ces possibilités de chaînes privées officielles, le nouveau décret prévoit la mise en place d'une nouvelle instance qui est peut-être un peu l'équivalent de ce qui existe déjà chez vous, et qui est un Conseil Supérieur de l'Audio-Visuel, qui serait chargé d'examiner les plaintes dirigées contre les chaînes privées suite à d'éventuels manques d'objectivité qui pourraient survenir dans l'information. Disons que cela, c'est pour pallier aux critiques parfois faites contre l'introduction de chaînes privées qui seraient susceptibles de diffuser des informations plus tendancieuses que celles du Service Public. Chez nous les dispositions qui sont envisagées sont pour l'instant extrêmement controversées, elles ont même soulevé une sorte de tollé général parce que, très curieusement, au sein de ce Conseil Supérieur de l'Audio-Visuel, pour examiner les plaintes portées contre d'éventuels manques d'objectivité des chaînes privées, se retrouveraient en grande partie des journalistes de la presse écrite, qui seraient donc chargés de poser un jugement sur leurs confrères de la presse audiovisuelle.
- 23 Le nouveau décret prévoit en outre, entre les grandes chaînes et les télévisions locales et communautaires, un niveau intermédiaire sur lequel tout le monde s'interroge pour l'instant, et qui autoriserait des télévisions « régionales ». Ces télévisions seraient exclusivement privées et vivraient de la publicité commerciale. Je dis que c'est un échelon sur lequel tout le monde s'interroge parce que toutes les études de rentabilité sur la publicité commerciale montrent qu'il faut au moins une télévision de la taille de la partie francophone ou néerlandophone du pays pour pouvoir subsister, et que même de telles étendues sont probablement insuffisantes pour garantir des chances de survie : ça c'est le problème de l'exiguïté du territoire chez nous.
- 24 Donc, la publicité commerciale serait autorisée pour ces chaînes mais, pratiquement, on ne voit pas très bien comment cela pourrait se passer, et d'autre part on ne voit pas très bien non plus quels sont les candidats qui pourraient se positionner à ce niveau intermédiaire, sauf peut-être, aux dernières nouvelles, les distributeurs eux-mêmes, qui rêvent depuis longtemps de pouvoir occuper eux aussi le réseau de télédistribution qu'ils ont contribué à développer dans le pays.
- 25 Au plus petit niveau enfin, le nouveau décret garderait la possibilité de créer des télévisions locales et communautaires, comme celles qui existent actuellement dans la partie francophone du pays depuis 1976, et qui sont capables, par le câble, d'atteindre un public situé dans des zones délimitées, variant de 20 000 à 150 000 prises (la plus grande aire de diffusion, qui correspond d'ailleurs à la nôtre).
- 26 Ces TV locales vivent actuellement grâce à un subside qui, je pense, et je suis même certain, est de l'ordre de quarante millions de francs belges pour dix télévisions. Le nouveau décret prévoit que ces télévisions pourraient, en outre, bénéficier de la publicité mais d'une publicité exclusivement locale et là le problème qui se posait déjà au niveau d'une TV régionale est encore évidemment aggravé au niveau d'une TV locale : les rentrées de la publicité locale pour une TV comme la nôtre, avec une diffusion correspondant à 150 000 prises, sont évidemment dérisoires, et de nature tout au plus à assurer un emploi.
- 27 Voilà, c'est en gros le panorama actuel, tel qu'il se présente donc à cette rentrée de septembre 86.

- 28 J'aimerais dire deux mots maintenant plus particulièrement à propos de notre TV, c'est-à-dire CANAL EMPLOI.
- 29 CANAL EMPLOI est une TV locale qui fonctionne essentiellement à partir de la possibilité offerte par la câblo-diffusion, qui s'est développée en Belgique très tôt, au début des années 60, c'est-à-dire que la Belgique a été un des premiers, si pas le premier pays d'Europe à avoir développé la câblo-diffusion, précisément à partir de Liège, à l'initiative d'un groupe privé appelé CODITEL.
- 30 Actuellement toute la Belgique est câblée. Le taux de câblage moyen est de l'ordre de 80 % mais dans certaines villes, comme la nôtre, il est proche de 90 %. Une quarantaine de sociétés de télédistribution se partagent le territoire national. Leurs activités se sont développées de manière un peu anarchique, au départ des communes, et le statut de ces sociétés est de trois types : société de droit privé, intercommunale pure, intercommunale mixte. Disons que dans l'aire de diffusion où nous sommes autorisés à envoyer nos programmes, il y a en fait deux télé-distributeur qui les relayent : pour le centre de la ville, c'est CODITEL qui est une société privée et, pour la périphérie, c'est TELEDIS qui est une intercommunale pure.
- 31 C'est donc le câblage intensif du pays qui a permis le relais de programmes étrangers, notamment celui de programmes français dès 1967, de RTL dès 1970, et qui, au milieu des années 70, a donné l'idée d'installer des télévisions communautaires sur la base du modèle qui s'était développé au Québec au début des années 70 ou également dans d'autres pays notamment en France. Mais, à la différence des expériences qui ont existé ailleurs et qui ont été de courte durée, les expériences belges, qui ont commencé après toutes les autres, sont aujourd'hui toujours vivantes ; et CANAL EMPLOI notamment, dont la première émission remonte à 1978, comptera donc bientôt dix années d'existence.
- 32 A l'époque de la création des télévisions locales chez nous, c'était bien sûr toujours l'État qui avait le monopole de la radiodiffusion, du moins en principe, car celui-ci était évidemment déjà brisé de fait par l'apparition de « RTL Télévision » qui, en plus de ses programmes, diffusait déjà de la publicité, bien que celle-ci fût interdite. Comment en était-on arrivé là ? Eh bien il y avait, paraît-il, un problème technique insurmontable : il était impossible d'interrompre les émissions quand la publicité passait, c'était le programme, il fallait bien accepter tout ce qu'il y avait dedans, les distributeurs ne pouvaient pas imaginer un dispositif pour bloquer la diffusion de la publicité au moment où elle arrivait sur l'écran. C'est évidemment comme cela que le monopole a éclaté et qu'en fait la manne publicitaire disponible a, depuis longtemps chez nous, été dirigée directement vers le Luxembourg alors que la télévision nationale, conservant en principe le monopole de l'information, croyait pouvoir de ce fait s'assurer celui de la publicité, comme cela s'était bien fait en France. En Belgique, comme en France d'ailleurs, l'arrivée au pouvoir d'un courant néo-libéral a quelque peu modifié la position des intérêts en présence, et la RTBF se trouve aujourd'hui en position de devoir abandonner tout espoir d'accéder aux ressources de la publicité ; en tout cas de la publicité commerciale.
- 33 Pour en revenir au démarrage de nos télévisions communautaires, disons qu'il y a eu à l'époque, en 1976, une dérogation au monopole du Service Public qui a été négociée entre le Ministère de la Culture et le Ministère des Télécommunications, pour procéder à des expériences de diffusion de programmes locaux, ayant une durée limitée, et ayant bien entendu un caractère d'intérêt général, combiné à une mission d'animation, de participation, etc... , ce qui était un peu la mythologie du début des années 70, mais tant

bien que mal ces TV sont nées, ont vécu, ont survécu, et moyennant adaptations, continuent à exister maintenant depuis 1976.

- 34 Il y a eu à Liège une TV à caractère municipal qui a été acceptée dans le paquet de dix expériences qui ont été négociées à ce moment-là. Liège a présenté une TV à caractère municipal, enfin qui n'était peut-être pas conçue comme cela à l'origine mais qui s'est transformée comme cela très rapidement ; et d'autre part, une expérience plus originale, qui était une expérience de TV d'animation et de sensibilisation visant un public spécifique, notre expérience, qui a été acceptée également.
- 35 CANAL EMPLOI est ainsi né, et est resté quasiment la seule expérience de télévision à destination d'un public spécifique expérimentée en Belgique.
- 36 Le public choisi a été celui des « travailleurs sans emploi » parce que cela se passait dans la région liégeoise où, en quelques années, de quelques milliers de chômeurs, on était passé rapidement à près de quarante mille chômeurs à cause du début de l'effondrement (mais cela ne faisait que commencer) de la sidérurgie, qui était à l'origine de toute la vie économique de la région. Devant l'ampleur de ce problème, disons que les deux syndicats, le syndicat chrétien, la CSC, et le syndicat socialiste, la FGTB, ou plutôt les centres de formation permanente issus de ces deux syndicats, se sont associés avec certains services de l'Université de Liège pour envisager une expérience d'animation à l'adresse de ces chômeurs, devant déboucher sur des projets de formation, d'orientation, de recyclage.
- 37 Ainsi CANAL EMPLOI se trouve associé, dès le départ, d'une certaine manière avec l'Université de Liège. Je dis « d'une certaine manière » parce que cette association avec l'Université a eu pendant plusieurs années deux aspects fort différents. D'une part, au niveau rectoral ou académique, disons au niveau officiel de l'Université, il n'y a jamais eu qu'une certaine indifférence par rapport à notre expérience. Simplement, quelques professeurs de l'Université étaient intéressés, presque à titre personnel, par une expérience de ce type. Il y avait parmi eux des représentants de la Sociologie, de la Psychologie Sociale, et de la Pédagogie essentiellement. Dès le départ, ce sont ces trois tendances qui se sont retrouvées dans le Comité de Gestion de CANAL EMPLOI. Cela c'était une forme, limitée mais précieuse, d'association avec l'Université ; une autre forme que cette association a prise et qui était extrêmement importante, c'est une collaboration administrative et comptable, c'est-à-dire que l'Université a accepté de jouer un rôle dans nos affaires sur le plan de la trésorerie. Disons que c'est un rôle qui peut paraître accessoire mais qui est en fait capital parce que, par rapport à bon nombre de financements d'opérations, comme celles réalisées avec le Fonds Social Européen par exemple, il est nécessaire dès le départ de pouvoir disposer de ressources suffisantes. Les opérations doivent presque toujours être lancées avant que le financement arrive. Par conséquent, on se trouve contraint, si l'on veut lancer des programmes qui ont une certaine envergure, de pouvoir disposer facilement d'argent frais, ressources que généralement les petites associations locales n'ont pas, et notamment que les autres TV locales n'avaient pas ; et cela, a été, je crois, un avantage décisif pour la suite de l'évolution de CANAL EMPLOI, qui a contribué à faire que nous sommes devenus la plus grosse TV locale - on peut le dire - de la partie francophone du pays, et la meilleure réussite.
- 38 J'ouvre ici une parenthèse pour signaler qu'il y a quand même une autre remarquable réussite de télévision locale en Belgique, que vous connaissez sans doute, au moins parce qu'elle est toute proche de Lille : c'est NO TÉLÉ bien sûr. Mais, bien que développée dans le même mouvement de télévision communautaire, il s'agit d'une expérience très

différente de CANAL EMPLOI et la réussite de NO TÉLÉ, elle, est due à un financement au niveau communal. Je n'en connais pas exactement les modalités mais, enfin, c'est un cas particulier, qu'on ne trouve pas non plus dans les autres TV locales. Chez nous donc, c'est la possibilité de jouer avec l'Université pour les problèmes de trésorerie, qui a permis en tout cas des opérations qui auraient été impossibles sans cela.

- 39 Je voulais un peu expliquer maintenant, pour terminer, les problèmes que nous avons eus au niveau local avec nos autres partenaires télévisuels, parce qu'il s'est créé à Liège un espèce d'imbroglio pour l'occupation d'un canal et des heures de diffusion du temps de midi, entre d'une part le centre TV de Liège appartenant à la RTBF, d'autre part l'autre télévision locale liégeoise à vocation plutôt municipale, et enfin CANAL EMPLOI. Ceci devait me permettre de revenir en quelque sorte à mon point de départ, et de me recentrer sur le thème de cette matinée, à savoir le panorama des systèmes audio-visuels dans nos différents pays. Je constate malheureusement que mon temps de parole est arrivé à sa fin, et je vous propose donc de reporter à des questions éventuelles les points sur lesquels vous souhaiteriez des compléments d'information.
-

RÉSUMÉS

Intervention du responsable de Canal Emploi, chaîne de télévision éducative belge. Présentation de l'état du système audio-visuel belge (public comme privé) en 1986, notamment des projets de libéralisation du secteur avec l'arrivée de nouveaux acteurs, privés, sur un secteur jusque là majoritairement public.

INDEX

Mots-clés : audiovisuel éducatif, déréglementation, Belgique, service public

Keywords : educational audiovisual, deregulation, Belgium, public service

AUTEUR

CHARLES FRANÇOIS

Charles François, Canal Emploi – Liège